

Euro-Rolling 2019
Les élections européennes en temps réel

Le point sur la campagne au 15 mars

L'Euro-Rolling 2019 Ifop-Fiducial pour Paris Match, CNEWS et Sud Radio révèle des premières tendances caractérisant cette campagne pour le scrutin européen du 26 mai : réelle difficulté à mobiliser le corps électoral avec une abstention s'inscrivant en continuité avec la faible participation des scrutins européens précédents ; émiettement inédit d'un rapport de forces électoral dominé par LREM et le RN, lesquels pâtissent toutefois d'une érosion de leur socle ; étiage historiquement bas d'une gauche éparpillée et dont aucune liste n'atteint 10 % des intentions de vote ; amorce de dynamique en faveur de la liste LR dont les débuts réussis de son chef de file, François-Xavier Bellamy, permettent à la droite de remobiliser partiellement son électorat traditionnel.

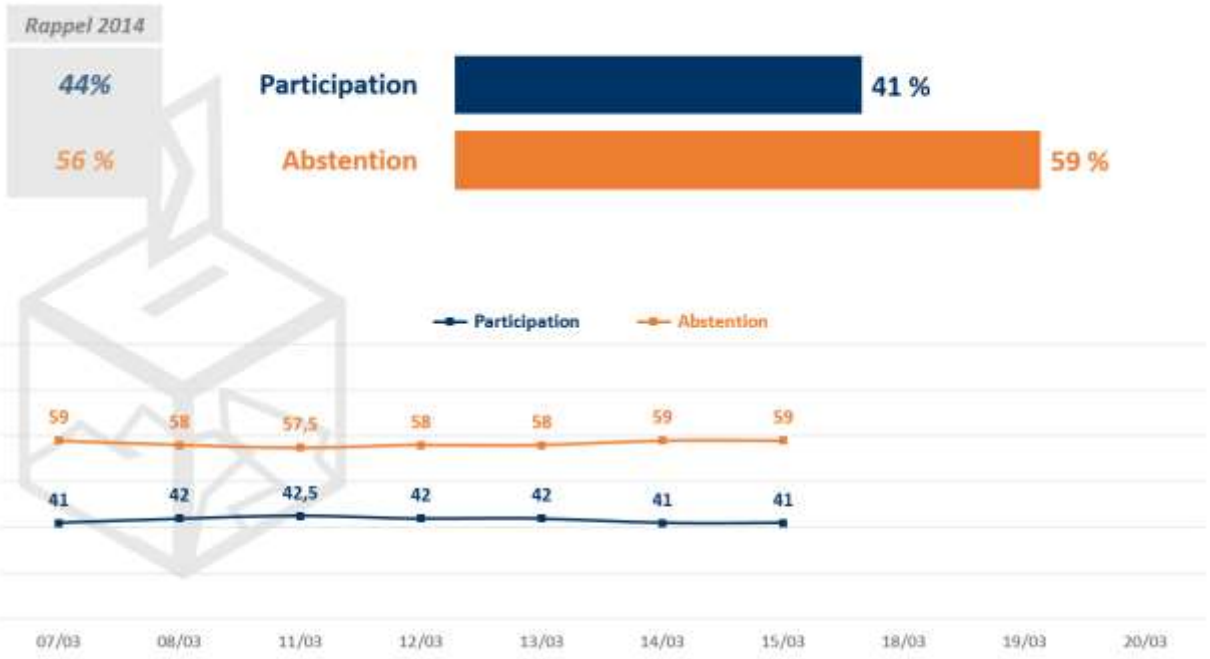
Plus largement, dans cette pré-campagne marquée par une offre électorale encore mouvante (rapprochement Place Publique-PS, identité de la tête de liste LREM-Modem…) et traversée par le contexte de sortie du Grand débat, se fait jour une forte incertitude s'agissant de l'issue de cette élection européenne, premier scrutin depuis le « Big Bang » de la séquence électorale de 2017.

Une abstention qui s'annonce aussi forte qu'aux derniers scrutins européens dans un contexte marqué par un manque d'intérêt pour la campagne électorale

Une participation assez proche des derniers scrutins

Traditionnellement faible dans l'histoire des élections européennes, la participation se situe, à onze semaines du scrutin, à un niveau (41 %) assez proche des taux de participation constatés en France métropolitaine lors des trois derniers scrutins (44,2 % en 2014, 41,3 % en 2009, 43,3 % en 2004).

Certes, un regain de participation a pu être observé pendant quelques jours (+ 1,5 points entre le 7 et le 11 mars), peut-être à cause de l'impact que la « lettre aux Européens » d'Emmanuel Macron – événement que d'aucuns considèrent comme le lancement officieux de la campagne – a pu avoir sur l'intérêt pour le scrutin et pour les enjeux européens.



Mais depuis, l'indicateur de participation est reparti à la baisse. Si c'est là le signe d'une campagne tardant à véritablement démarrer, cette situation tend surtout à confirmer l'idée selon laquelle ce type de scrutin devrait une nouvelle fois peu mobiliser en dehors des pans de l'électorat traditionnellement les plus civiques. Pour l'heure, on observe en effet le même différentiel de mobilisation que celui mesuré lors du dernier scrutin en fonction de l'âge (53 % chez les seniors de 65 ans et plus, contre 29 % chez les jeunes de moins de 25 ans), de la catégorie sociale (46 % chez les cadres, contre 33 % chez les ouvriers) ou du niveau d'éducation (50 % des diplômés d'un 2e cycle, contre 36 % des non-diplômés). L'analyse via le revenu par unité de consommation conforte cette idée d'une démobilisation des milieux populaires, avec une participation deux fois plus faible chez les électeurs les plus pauvres (moins de 900 € nets par mois) que chez les plus aisés (supérieurs à environ 2500 € nets par mois).

Mais à qui profite politiquement cette démobilisation différentielle ? Pour l'heure, elle semble surtout affecter l'électorat mélenchoniste de 2017 (41 % de participation) – globalement plus jeune et populaire que la moyenne – tandis que les autres principales forces politiques semblent moins impactées, en particulier celles ayant un électorat plus âgé ou plus aisé que la moyenne comme les anciens électorats d'Emmanuel Macron (49 %) ou de François Fillon (48 %) à l'élection présidentielle en 2017.

Un intérêt encore limité pour la campagne

Cette faible mobilisation de l'électorat est en cohérence avec le peu d'intérêt déclaré pour le scrutin du 26 mai, qui s'inscrit pour beaucoup de Français dans un horizon très lointain : à peine plus d'un électeur sur deux (55 %) se dit intéressé par la campagne, soit un taux assez similaire à celui observé au début de la précédente campagne européenne (51 % le 14 avril 2014), sachant qu'il est important de rappeler qu'à l'époque cet intérêt n'avait pas particulièrement gagné en intensité au fil de la campagne.

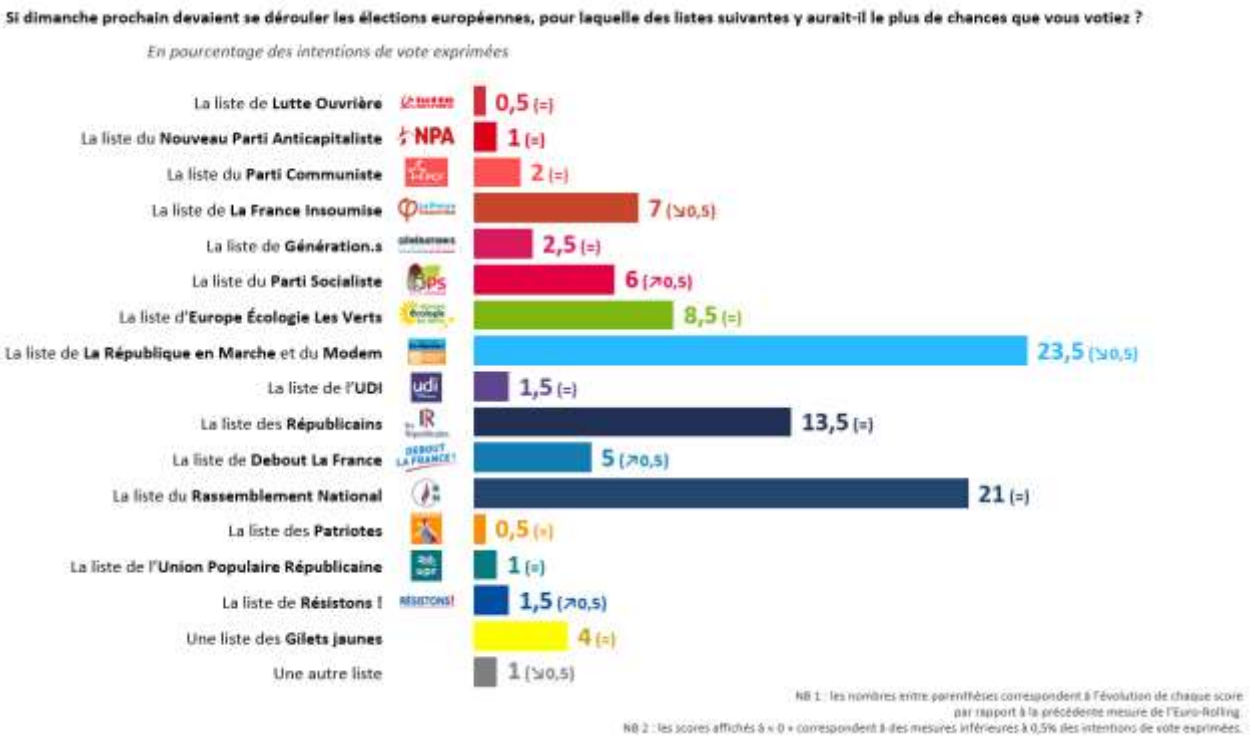
Sans surprise, et à l'instar de ce que l'on observe pour la participation, l'intérêt pour la campagne est particulièrement fort dans les segments de l'électorat les plus âgés, les plus aisés et les plus diplômés. En revanche, politiquement, il convient de noter que la campagne semble pour l'instant davantage capter l'attention des électorats les plus attachés à la construction européenne (67 % des électeurs Hamon à l'élection présidentielle de 2017, 65 % des électeurs Macron, 63 % des électeurs Fillon) que celle des électorats plus eurosceptiques (58 % des électeurs Mélenchon, 53 % des électeurs Dupont-Aignan).

Intentions de vote : le duel des deux mondes selon Emmanuel Macron

Avantage à La République en Marche et au Rassemblement National en dépit d'un léger tassement

Les premières intentions de vote de l'Euro-Rolling 2019 révèlent une nette avance de la liste de La République en Marche (23,5 %) et du Rassemblement National (21 %) dans la perspective du prochain scrutin européen. Aucune autre liste – à l'exception de celle des Républicains – n'atteint 10 % des intentions de vote. Ainsi, le clivage revendiqué par le président de la République, entre sa propre vision de l'Europe et celle d'un rejet affirmé de l'Union européenne, semble se traduire dès aujourd'hui dans le positionnement des Français. Cette « domination » des listes LREM et RN apparaît d'autant plus solide que leurs électeurs sont ceux qui montrent la plus forte sûreté de choix : alors qu'en moyenne 66 % des personnes interrogées se disent sûres de la liste pour laquelle ils envisagent de voter, ce niveau montre à respectivement 72 % et 88 % dans les électorats de La République en Marche et du Rassemblement National. Prise en étau, la liste des Républicains conduite par François-Xavier Bellamy rassemble aujourd'hui 13,5 % des intentions de vote, prenant ainsi la troisième place du podium, bien que loin derrière le duo de tête. Pour autant, les vagues d'enquête de cette semaine ont révélé des indices de dynamique (ses intentions de vote passant de 12 à 13,5 %), notamment en raison de sa capacité à davantage mobiliser l'électorat 2017 de François Fillon.

Cet « affrontement des deux mondes » s'exprime également dans la constitution des électorats respectifs de la liste de LREM et de celle du RN. Alors que le parti fondé par Emmanuel Macron réalise ses meilleurs scores chez les cadres (33 % d'intentions de vote dans cette catégorie), les plus diplômés (32 %), les urbains, les plus aisés (45 %) ainsi que les plus opposés au mouvement des Gilets jaunes (47 %), le Rassemblement National fait figure de véritable miroir en captant avant tout une population diamétralement opposée : ouvriers (la liste conduite par Jordan Bardella réaliserait 41 % dans cette catégorie), moins diplômés, ruraux (21 %), catégories modestes (32 %) et classes moyennes inférieures (24 %) ainsi que les personnes se définissant comme « Gilets jaunes » (39 %).



La gauche « éparpillée façon puzzle » et à un niveau historiquement bas

A gauche, l'offre électorale atomisée entraîne logiquement un morcellement de l'électorat, qui se répartit principalement entre Europe Ecologie Les Verts (8,5 %), La France Insoumise (7 %) et le Parti Socialiste (6 %). Au-delà de l'éparpillement, il est frappant d'observer la faiblesse du total des intentions de vote en faveur des listes de gauche (26% au vendredi 15 mars, sans compter l'extrême gauche), ce qui constitue un niveau

historiquement bas quelle que soit l'élection considérée. L'avantage en faveur de la liste écologiste par rapport à celle de LFI (qui éprouve des difficultés à récupérer les électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2017), s'il demeure mince, reste cependant constant depuis le lancement de l'Euro-Rolling 2019. Cette situation pourrait être amenée à changer dans la mesure où les électeurs verts sont parmi les moins sûrs de leur choix (à 44 %, en baisse tendancielle au cours de la semaine écoulée) – un handicap dont pâtit dans une moindre mesure la liste socialiste (53 % de sûreté) –, alors que ceux de La France Insoumise sont majoritairement sûrs de voter en faveur de la liste conduite par Manon Aubry (à 70 %, en hausse tendancielle). Hormis EELV, LFI et le PS, les autres formations de gauche peinent à percer : Génération.s de Benoît Hamon se maintient à 2,5 % des intentions de vote, devant le Parti Communiste (2 %), le Nouveau Parti Anticapitaliste (1 %) et Lutte Ouvrière (0,5 %). Le reflux de la gauche dans son ensemble s'exprime avant tout par sa difficulté à rassembler ses électorats de la dernière élection présidentielle. Il est aussi la conséquence de l'incapacité de chacun de ses partis à « grignoter » sur le centre : quasiment tous les électeurs susceptibles de voter à gauche se définissent déjà par leur proximité aux partis de gauche alors que, dans le même temps, la liste de République en Marche, en tant que centre de gravité du jeu politique actuel, parvient toujours à capter des personnes se disant par ailleurs de gauche ou de droite, du Parti Socialiste aux Républicains.

Un frémissement dans les électorats de Debout la France et des gilets jaunes

Non loin derrière le Parti Socialiste, la liste de Debout la France tutoie la limite des 5 % mais enregistre une baisse tendancielle depuis le début de l'Euro-Rolling. Surtout, c'est la sûreté du choix de son électorat qui connaît une chute sévère : les électeurs de la liste conduite par Nicolas Dupont-Aignan ne sont plus que 38 % à se déclarer sûrs de leur choix, contre 67 % au 11 mars, une chute qu'il faut peut-être relier à l'altercation remarquée entre le président de Debout la France et le journaliste Patrick Cohen sur le plateau de l'émission « C à vous ». Une défection des électeurs DLF qui pourrait en premier lieu bénéficier à la liste des Républicains, dont les intentions de vote ont remonté dans l'Euro-Rolling 2019 au moment-même où les électeurs de la liste Debout la France commençaient à se montrer moins sûrs de leur choix de vote.

Enfin, juste derrière la liste de DLF, une liste estampillée « Gilets jaunes » recueillerait aujourd'hui 4 % des suffrages, soit un score non négligeable (et en hausse !) pour une offre électorale encore hypothétique et dont personne, jusqu'ici, n'est parvenu à fédérer l'électorat-cible si hétéroclite. D'où viennent ces électeurs ? Dans le détail, on observe qu'une liste Gilets jaunes serait aujourd'hui en mesure d'attirer à elle environ 10 % des personnes ayant voté Mélenchon ou Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

Un vote qui s'annonce avant tout dicté par des « enjeux nationaux » et notamment l'envie de sanctionner le gouvernement

Dans la signification qu'ils donnent à leur vote, les Français se montrent particulièrement partagés entre les enjeux européens, évidents dans le cadre des élections européennes, et les enjeux nationaux omniprésents dans les débats au quotidien. La balance penche pour cette première semaine de l'Euro-Rolling Ifop-Fiducial pour Paris Match, CNews et Sud Radio, et à dix semaines du vote, en faveur des enjeux nationaux (53 %) contre 47 % pour les enjeux européens. En 2014, 55 % des personnes interrogées déclaraient vouloir voter en fonction d'enjeux nationaux à quelques semaines du scrutin (début mai 2014). La campagne des élections européennes de 2019 démarre donc sur une mesure similaire à celle de 2014 sur ce plan.

Les enjeux nationaux teinteront en particulier le vote des électorats traditionnellement en position de rejet de l'Union européenne : 74 % des sympathisants du Rassemblement national, 76 % de deux Debout la France, 61 % des proches de La France Insoumise mais aussi, et c'est nouveau, 70 % des personnes se déclarant « Gilets jaunes ». Enfin, ce comportement guidé par les enjeux nationaux serait surtout l'apanage des catégories d'âge moyen (59 % des 35 à 49 ans), des moins diplômés (67 % des personnes sans diplôme), tout en s'avérant minoritaire parmi les catégories les plus aisées (32 % des catégories aisées).

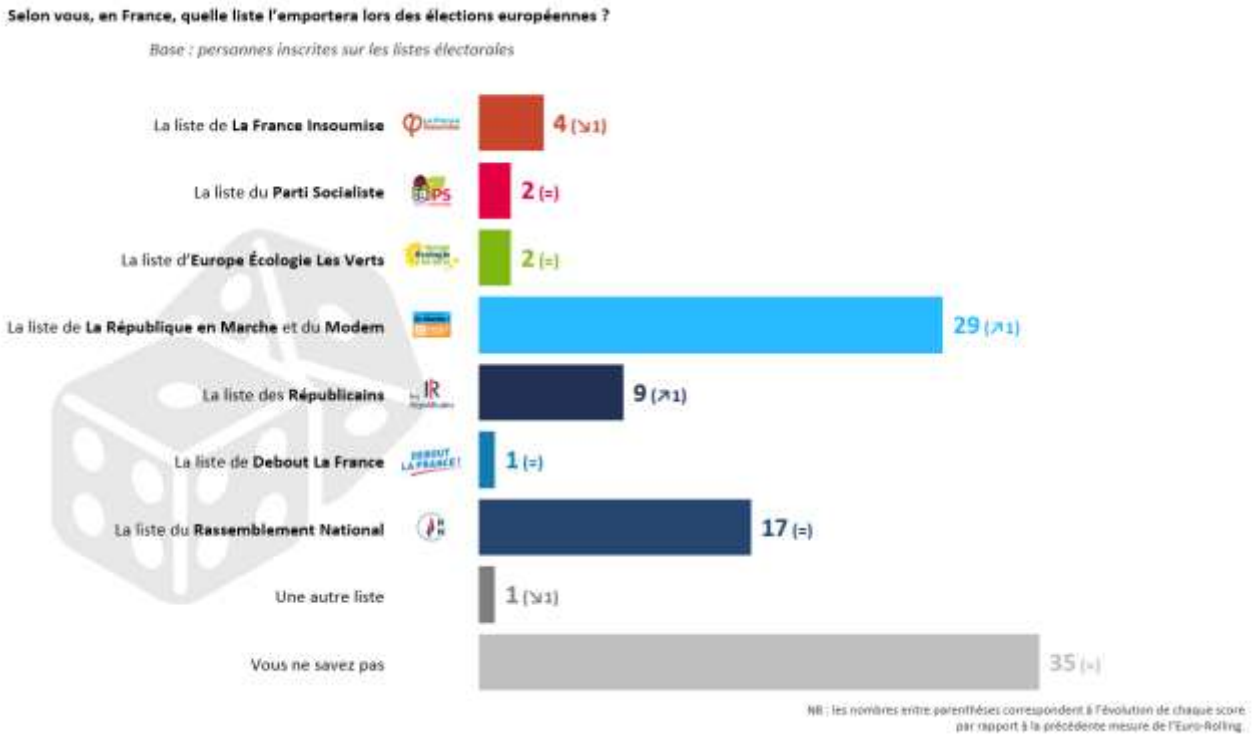


Enfin, si 39 % des interviewés déclarent qu'ils ne voteront pas aux élections européennes en fonction de leur opinion sur l'action du président de la République et du gouvernement, une majorité relative (plus de quatre électeurs ayant exprimé une intention de vote sur dix, soit 43 %) cherche à sanctionner la politique du président de la République et du Gouvernement. A l'inverse, seules 18 % des personnes interrogées ayant exprimé une intention de vote chercheront à soutenir l'exécutif. On notera qu'en 2014, cette tendance au soutien du président était à 13 % pour François Hollande, dont le parti finira par recueillir 13,9 % des voix le 25 mai 2014.

On retrouve au sein des opposants à Emmanuel Macron et à son gouvernement : 64 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2017, 69 % des électeurs de Marine Le Pen mais surtout 74 % des Gilets jaunes. Par ailleurs, au sein d'autres catégories, le vote sanction atteint ses plus hauts niveaux parmi les habitants des communes rurales (48 %), les catégories modestes (61 %) et surtout parmi les ouvriers (63 %).

Pronostic de victoire : un schéma nouveau dérogeant à la logique d'alternance lors des élections intermédiaires

A un peu plus de deux mois de l'échéance, le début de campagne des élections européennes se caractérise par un degré d'incertitude singulièrement plus élevé que celui observé au même moment lors des européennes de 2014 : alors que la proportion de personnes incapables de formuler un pronostic de victoire oscillait entre 26 et 29 % au début de la campagne de 2014, celle-ci atteint aujourd'hui un étiage de 35 %. Conséquence de l'éclatement du paysage politique en 2017, l'issue de la première élection intermédiaire du quinquennat apparaît donc difficilement lisible pour plus d'un Français sur trois.



Si, comme en 2014, deux formations politiques se détachent en matière de pronostic de victoire, les logiques politiques à l'œuvre sont à bien des égards différentes. En 2014, deux ans après la victoire de François Hollande lors de la présidentielle de 2012, une victoire du Parti Socialiste semblait peu probable pour les Français, et ce dès le début de la campagne européenne (autour de 10 % de pronostic de victoire) ; l'usure du pouvoir laissant ainsi, conformément à la mécanique électorale régulièrement observée sous la V^{e} République, l'opposition classique de droite en tirer profit (près de 40 % des Français anticipaient alors une victoire de l'UMP). Aujourd'hui, ce sont les deux formations politiques présentes au second tour de l'élection présidentielle de 2017 qui se distinguent (de 26 à 30 % pour La République en Marche et de 17 à 20 % pour le Rassemblement National), chacune étant portée par le noyau de ses électeurs du premier tour de l'élection présidentielle 2017 (entre 60 et 65 % des électeurs Macron en 2017 anticipent une victoire de LREM, et réciproquement entre 50 et 60 % de ceux de Marine Le Pen anticipent une victoire du RN). Aspect inédit depuis dix ans, avec la victoire de l'UMP aux élections européennes de 2009 : dans un contexte où aucune formation d'opposition ne semble en mesure de mettre à profit la logique d'alternance qui prévalait jusqu'ici lors des élections intermédiaires, le parti au pouvoir se présente donc aux yeux des Français comme le plus susceptible de s'imposer de nouveau lors du scrutin européen.

Néanmoins, s'agissant en particulier du Rassemblement National, nous savons que le pronostic de victoire n'est que faiblement révélateur du résultat qui sortira des urnes le 26 mai prochain ; le parti eurosceptique était d'ailleurs, rappelons-le, arrivé en tête du précédent scrutin européen malgré un pronostic de victoire n'ayant jamais dépassé 26 % (score mesuré à la veille du scrutin, mais situé autour de 15 % en début de campagne, soit à peine moins qu'aujourd'hui).

Algérie et Gilets jaunes : les mouvements de contestation animent les conversations des Français

Cette semaine, loin de l'actualité des élections européennes, les conversations des Français ont été largement animées par le sujet des manifestations algériennes contre la candidature de l'actuel président Abdelaziz Bouteflika à sa succession (thème cité par 54 % des Français). Viennent ensuite des sujets liés à la thématique générale des Gilets jaunes : qu'il porte sur l'acte XVII de leur mobilisation samedi dernier (45 % de citations) ou sur la demande du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme d'ouverture d'une enquête sur l'usage excessif de la force pendant les manifestations en France (37 %), le regard des Français demeure attentif à l'évolution du mouvement des Gilets jaunes et à ses conséquences. Loin derrière ces sujets, et pourtant premier parmi les items liés à la campagne des élections européennes, la tribune d'Emmanuel Macron « Pour une renaissance européenne » n'est citée que par 18 % des personnes interrogées, tandis que les adieux d'Alain Juppé à Bordeaux avant son entrée au Conseil constitutionnel ont marqué les esprits d'un Français sur quatre (26 %).

L'expertise « Actualités & politique » du pôle Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop